



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 72.197/2
du 26 octobre 2022

advies 72.197/2
van 26 oktober 2022

sur

over

un avant-projet de loi 'portant
diverses modifications en
matière électorale (II)'

een voorontwerp van wet
'houdende diverse wijzigingen
inzake verkiezingen (II)'

Le 15 septembre 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'portant diverses modifications en matière électorale (II)'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre les 24 et 26 octobre 2022. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Roger WIMMER, premier auditeur et Xavier MINY, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 26 octobre 2022.

*

Op 15 september 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'houdende diverse wijzigingen inzake verkiezingen (II)'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 24 en 26 oktober 2022. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Roger WIMMER, eerste auditeur en Xavier MINY, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 26 oktober 2022.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉ PRÉALABLE

L'Autorité de protection des données, consultée parallèlement à la saisine de la section de législation, a donné le 9 septembre 2022 son avis n° 210/2022 sur l'avant-projet.

La consultation simultanée de l'Autorité de protection des données et de la section de législation appelle des réserves, qui sont exposées dans l'avis 72.196/2 donné ce jour sur l'avant-projet de loi 'portant diverses modifications en matière électorale (I)', valant *mutatis mutandis* pour le présent avis.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

Article 5

L'article 5 remplace l'article 6 de la loi du 12 janvier 1989 'régulant les modalités de l'élection du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et des membres bruxellois du Parlement flamand'.

Il n'est pas justifié d'insérer, alors que la disposition est intégralement révisée, un 2^o*bis* dans sa subdivision.

La disposition sera en conséquence revue et la numérotation adaptée.

Articles 6, 7, 45, 88 et 89

Il convient chaque fois de remplacer les mots « l'article 2, alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 » par les mots « l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 ».

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

L'occasion sera saisie de l'adoption de l'avant-projet pour également remplacer chaque fois les mots « l'article 2, alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 » par les mots « l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 » dans les articles 3, alinéa 7, 3*bis*, § 3, alinéa 3, 11, § 1^{er}, alinéa 3, et 20*ter*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 12 janvier 1989 'régulant les modalités de l'élection du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et des membres bruxellois du Parlement flamand', dans les articles 7, § 1^{er}, alinéa 4, 7*bis*, § 3, alinéa 3, 22, alinéa 3, et 48/2 de la loi du 6 juillet 1990 'régulant les modalités de l'élection du Parlement de la Communauté germanophone' et dans les articles 2, alinéa 7, 3, § 3, alinéa 3, 14, alinéa 3, et 26/1 de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 'visant à achever la structure fédérale de l'État'.

Articles 12, 52 et 95

L'article 12, 5°, insère, à l'article 11, § 1^{er}, alinéa 5, de la loi du 12 janvier 1989, le texte suivant :

« L'acte d'acceptation de la candidature peut être établi de manière commune à tous les candidats d'une même liste ou être établie individuellement pour un ou plusieurs candidats d'une même liste le cas échéant. Les données des candidats qui acceptent leur candidature peuvent être transmises en application de l'article 20*ter* de la présente loi. Les nom et prénom tels qu'ils sont mentionnés sur le bulletin de vote ainsi que la liste de candidats sur laquelle figurent ces candidats seront conservés et accessibles de manière indéfinie à titre d'archive publique ».

L'article 52, 9°, insère, quant à lui, à l'article 22, 9°, de la loi du 6 juillet 1990, le texte suivant :

« Une fois l'acte de présentation remis au président du bureau principal de circonscription, le candidat acceptant n'est plus autorisé à retirer valablement sa candidature qu'avec l'assentiment des signataires de l'acte et de tous ses colistiers. Les données des candidats qui acceptent leur candidature peuvent être transmises en application de l'article 48/2 de la présente loi. Les nom et prénom tels qu'ils sont mentionnés sur le bulletin de vote ainsi que la liste de candidats sur laquelle figurent ces candidats seront conservés et accessibles de manière indéfinie à titre d'archive publique ».

Enfin, l'article 95, 5°, insère, à l'article 14, alinéa 5, de la loi ordinaire du 16 juillet 1993, le texte suivant :

« L'acte d'acceptation de la candidature peut être établi de manière commune à tous les candidats d'une même liste ou être établie individuellement pour un ou plusieurs candidats d'une même liste le cas échéant. Les données des candidats qui acceptent leur candidature peuvent être transmises en application de l'article 26/1 de la présente loi. Les nom et prénom tels qu'ils sont mentionnés sur le bulletin de vote ainsi que la liste de candidats sur laquelle figurent ces candidats seront conservés et accessibles de manière indéfinie à titre d'archive publique ».

L'Autorité de protection des données a émis un certain nombre de réserves au sujet de modifications similaires dans le Code électoral et dans la loi du 23 mars 1989 'relative à l'élection du Parlement européen' ¹. Ces observations s'appliquent *mutatis mutandis* aux modifications en projet.

Premièrement, une telle conservation à titre d'archive publique ne correspond pas aux exigences de prévisibilité étant donné que la modification figurant dans les trois dispositions ne précise pas suffisamment pour quelle finalité concrète un accès à ces données sera rendu possible. Les dispositions ne déterminent pas non plus l'administration en charge de la conservation et de la communication à des tiers desdites données.

Deuxièmement, les dispositions à l'examen ne font nullement mention de la loi du 24 juin 1955 'relative aux archives' et de ses arrêtés d'exécution. Dès lors qu'elles ne contiennent pas de précision en sens contraire, cette législation s'applique de plein droit aux archives ici concernées, ce que le commentaire des articles gagnerait à confirmer. Dans l'hypothèse où cette législation ne trouverait pas à s'appliquer en l'espèce, le dispositif devrait le préciser et encadrer de manière adéquate, conformément au principe de légalité déduit de l'article 22 de la Constitution ², les conditions dans lesquelles ces données pourront être accessibles ultérieurement.

En tout état de cause, si telle est l'intention de l'auteur de l'avant-projet après l'avoir revu à la lumière de la présente observation, le mot « indéfinie », dans la version française des articles 115ter, alinéa 7, *in fine*, en projet du Code électoral et 21, § 2, alinéa 14, en projet de la loi du 23 mars 1989, sera remplacé par le mot « illimitée » de manière aussi à correspondre à la version néerlandaise de ces dispositions.

Article 34

L'article 34 modifie la date à laquelle la condition de nationalité doit être remplie pour qu'un candidat puisse être élu.

¹ Paragraphes 77 à 84 de l'avis n° 209/2022 du 9 septembre 2022, auquel renvoie l'avis n° 210/2022 du 9 septembre 2022.

² Conformément à l'article 22 de la Constitution, tout traitement de données à caractère personnel et, plus généralement, toute atteinte au droit à la vie privée sont en effet soumis au respect d'un principe de légalité formelle. En réservant au législateur compétent le pouvoir de fixer dans quels cas et à quelles conditions il peut être porté atteinte au droit au respect de la vie privée, l'article 22 de la Constitution garantit à tout citoyen qu'aucune ingérence dans l'exercice de ce droit ne peut avoir lieu qu'en vertu de règles adoptées par une assemblée délibérante, démocratiquement élue. Une délégation à un autre pouvoir n'est certes pas contraire au principe de légalité pour autant que l'habilitation soit définie de manière suffisamment précise et porte sur l'exécution de mesures dont les « éléments essentiels » sont fixés préalablement par le législateur (not. C.C., 18 mars 2010, n° 29/2010, B.16.1 ; 20 février 2020, n° 27/2020, B.17).

En ne prévoyant plus que la condition soit remplie au plus tard le jour de l'élection, mais au plus tard lors de la remise des actes de présentation, la disposition prive par conséquent un citoyen devenu belge entre le jour de la remise des actes de présentation et le jour des élections de la possibilité d'exercer son droit politique à être candidat. Ce faisant, le législateur modifierait les modalités selon lesquelles il est fait application de la condition touchant à la nationalité belge qui résulte de l'article 8, alinéa 2, de la Constitution pour l'exercice de ce droit politique. En évoquant par ailleurs le fait que des candidats non-belges s'étaient présentés lors des élections régionales de 2019, le commentaire des articles justifie cette modification par les risques de dérives qui existent jusqu'à présent. Il mentionne ainsi l'hypothèse de la candidature d'un citoyen non-belge très connu qui participerait indirectement à la visibilité et au score électoral de la liste de son parti nonobstant l'écartement du candidat non-belge à l'issue du scrutin.

Or, le commentaire reconnaît explicitement que lors des élections régionales de 2019, tous les candidats ont bien obtenu la nationalité belge avant l'élection et remarque que la procédure de la vérification des pouvoirs permet précisément d'écarter les candidats qui ne jouiraient pas de la nationalité au jour de l'élection.

Au titre de la nécessité et de la proportionnalité des dispositions en projet, il appartient à l'auteur de l'avant-projet, au regard du principe d'égalité et de non-discrimination, d'examiner s'il n'y a pas d'autres règles, moins attentatoires à l'exercice de leurs droits politiques par ceux qui auraient la « qualité de Belge » le jour de l'élection sans l'avoir lors de la remise des actes de présentation, qui pourraient être envisagées pour tenir compte du risque pouvant advenir que des candidats se présentent sachant qu'ils ne rempliront pas la condition de nationalité le jour de l'élection.

Article 40

Compte tenu de l'article 2, 3°, du décret communal de la Communauté germanophone du 23 avril 2018, il convient de remplacer chaque fois les mots « collège des bourgmestre et échevins » par les mots « collège communal ».

Article 42

1. Il convient de remplacer les mots « fait parvenir » par les mots « fait parvenir contre récépissé ».
2. Pour le motif exposé dans l'observation formulée sous l'article 40, dans la version néerlandaise de l'article 13, § 2, en projet, les mots « Het College van burgemeester en schepenen » doivent être remplacés par les mots « het gemeentecollege ».

Article 45

1. L'article 14, § 1^{er}, alinéa 4, en projet prévoit qu'

« [e]n vue de permettre aux autorités concernées de constituer les listes visées au § 7, alinéa 1^{er}, 1^o, les personnes visées à l'alinéa 3, 1^o à 9^o[,] ou leurs employeurs transmettent aux administrations communales, où ces personnes ont leur résidence principale, leurs noms, prénoms, numéro d'identification visé à l'article 2, alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, adresse et profession. Les administrations communales enregistrent ces données dans les registres de la population aussi longtemps que la personne intéressée continue d'exercer la profession en question ».

Son alinéa 5 prévoit en outre que

« [l]e Roi détermine les modalités de communication électronique des données visées à l'alinéa précédent entre ces personnes ou leurs employeurs et les administrations communales où ces personnes ont leur résidence principale ».

Ces deux alinéas organisent de la sorte deux mécanismes de collecte des données personnelles. D'une part, la disposition en projet met à charge des personnes visées à l'alinéa 3, 1^o à 9^o, de l'article 14, § 1^{er}, en projet l'obligation de communiquer leurs coordonnées et leurs professions aux autorités communales afin de permettre la confection des listes des assesseurs potentiels. Il s'agit ainsi d'un mécanisme de collecte directe des informations des personnes concernées, qui seraient donc chacune obligées d'entrer en contact avec l'administration communale. D'autre part, la disposition maintient un mécanisme de collecte indirecte des informations professionnelles des personnes visées à l'alinéa 3, 1^o à 9^o, par l'intermédiaire de leurs employeurs. Il ressort des explications formulées par le délégué de la Ministre auprès de l'Autorité de protection des données qu'il entre dans les intentions de l'auteur de l'avant-projet de continuer à privilégier largement ce second mécanisme en ayant recours aux employeurs ainsi qu'à d'autres structures professionnelles, le cas échéant des organes déontologiques ³.

Conformément à l'article 22 de la Constitution, tout traitement de données à caractère personnel et, plus généralement, toute atteinte au droit à la vie privée, sont soumis au respect d'un principe de légalité formelle. En réservant au législateur compétent le pouvoir de fixer dans quels cas et à quelles conditions il peut être porté atteinte au droit au respect de la vie privée, l'article 22 de la Constitution garantit à tout citoyen qu'aucune ingérence dans l'exercice de ce droit ne peut avoir lieu qu'en vertu de règles adoptées par une assemblée délibérante, démocratiquement élue. Une délégation à un autre pouvoir n'est certes pas contraire au principe de légalité pour autant que l'habilitation soit définie de manière suffisamment précise et porte sur l'exécution de mesures dont les « éléments essentiels » sont fixés préalablement par le législateur ⁴.

³ Voir les considérants 57 à 63 de l'avis n° 209/2022 du 9 septembre 2022, auquel renvoie l'avis n° 210/2022 du 9 septembre 2022.

⁴ Voir notamment C.C., 18 mars 2010, n° 29/2010, B.16.1 ; 20 février 2020, n° 27/2020, B.17.

Il convient dès lors de reformuler les deux alinéas afin de supprimer la collecte directe, qui ne correspond pas aux intentions de l'auteur de l'avant-projet, et d'énoncer dans le texte à tout le moins les éléments essentiels du dispositif organisant la collecte des données pertinentes, ce qui implique de mieux définir et identifier les débiteurs de l'obligation prévue dans le cadre de la collecte indirecte des données ; l'habilitation au Roi, si elle est maintenue, ne peut alors porter que sur l'exécution de ces règles adoptées par le législateur.

2. Compte tenu de l'article 2, 3°, du décret communal de la Communauté germanophone du 23 avril 2018, il convient, au 5°, d'omettre les mots « collège des bourgmestres et échevins ou ».

3. L'article 45, 4°, omet de l'article 14 de la loi du 6 juillet 1990 'régulant les modalités de l'élection du Parlement de la Communauté germanophone' la condition, pour les assesseurs et les assesseurs suppléants désignés par le président du bureau principal de la circonscription ou de canton afin de faire partie des bureaux de vote, de savoir lire et écrire.

Cette suppression est justifiée comme suit dans le commentaire de la disposition :

« La référence à la capacité de lire et écrire est supprimée, la vérification d'une telle condition étant d'ailleurs très difficile à effectuer par avance ».

Cette justification ne paraît pas pertinente. La condition de savoir lire et écrire paraît en effet justifiée par elle-même pour l'exercice de la fonction publique d'assesseur d'un bureau de vote.

Au demeurant, la suppression de cette exigence au paragraphe 4 aurait également pour effet de la supprimer pour l'application du paragraphe 5, alinéa 2, de l'article 14, qui, se référant à ce paragraphe 4, permet au président du bureau de vote ou de dépouillement de compléter le nombre d'assesseurs de ces bureaux si le nombre d'assesseurs qui acceptent de les constituer est insuffisant.

L'article 45, 4°, sera revu en conséquence.

4. Au paragraphe 7, alinéa 1^{er}, 2°, deuxième phrase, en projet (article 45, 5°, de l'avant-projet), il y a lieu de remplacer le membre de phrase « à l'alinéa précédent » par les mots « au 1^o ».

Au paragraphe 7, alinéa 2, en projet, les mots « aux alinéas précédents » seront remplacés par les mots « à l'alinéa 1^{er} ».

Article 72

Dans la version française de la phrase en projet de l'article 45, § 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 6 juillet 1990 (article 72, 2^o, de l'avant-projet), il convient de remplacer les mots « qu'il ait obtenu ou non la moindre voix » par les mots « qu'il ait obtenu ou non des voix ».

Article 89

À l'article 7^{ter}, alinéa 1^{er}, en projet de la loi ordinaire du 16 juillet 1993, il convient d'insérer les mots « ou le Collège communal » après les mots « Le Collège des bourgmestres et échevins » et d'insérer les mots « ou au collège communal » après les mots « au collège des bourgmestre et échevins ».

Article 102

Dans l'article 23, § 3, alinéa 1^{er}, deuxième phrase, en projet de la loi du 16 juillet 1993 (article 102, 4^o, de l'avant-projet), il convient, dans la version française, de remplacer les mots « si il » par les mots « s'il ».

Articles 118 et 119

1. Les articles 118 et 119 prévoient que certaines dispositions en projet entreront en vigueur soit le 1^{er} octobre 2023, soit le 1^{er} janvier 2024, sauf si le Roi décide de fixer une date d'entrée en vigueur antérieure, sans que l'exposé des motifs n'en fournisse la moindre explication.

Il est renvoyé sur ce point à l'observation formulée sur les dispositions analogues que constituent les articles 129 et 130 de l'avant-projet de loi 'portant diverses modifications en matière électorale (I)' dans l'avis 72.196/2 donné ce jour sur cet avant-projet.

2. Dans la version néerlandaise, la numérotation des articles 118 et 119 est erronée et sera dès lors revue.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAAND VORMVEREISTE

De Gegevensbeschermingsautoriteit is tegelijk met de afdeling Wetgeving om advies over het voorontwerp verzocht en heeft op 9 september 2022 advies 210/2022 gegeven.

Het tegelijk raadplegen van de Gegevensbeschermingsautoriteit en van de afdeling Wetgeving geeft aanleiding tot voorbehouden, die worden uiteengezet in advies 72.196/2 dat vandaag over het voorontwerp van wet ‘houdende diverse wijzigingen inzake verkiezingen (I)’ gegeven is en die *mutatis mutandis* gelden voor het voorliggende advies.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

Artikel 5

Artikel 5 vervangt artikel 6 van de wet van 12 januari 1989 ‘tot regeling van de wijze waarop het Brussels Hoofdstedelijk Parlement en de Brusselse leden van het Vlaams Parlement worden verkozen’.

Aangezien de bepaling volledig wordt herzien, mag aan de onderverdeling ervan geen 2°*bis* worden toegevoegd.

De bepaling moet dienovereenkomstig worden herzien en de nummering moet worden aangepast.

Artikelen 6, 7, 45, 88 en 89

De woorden “artikel 2, tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983” dienen telkens te worden vervangen door de woorden “artikel 2, § 3, van de wet van 8 augustus 1983”.

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

Het aannemen van het voorontwerp moet te baat worden genomen om ook telkens de woorden “artikel 2, tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983” te vervangen door de woorden “artikel 2, § 3, van de wet van 8 augustus 1983” in de artikelen 3, zevende lid, 3bis, § 3, derde lid, 11, § 1, derde lid, en 20ter, § 1, eerste lid, van de wet van 12 januari 1989 ‘tot regeling van de wijze waarop het Brussels Hoofdstedelijk Parlement en de Brusselse leden van het Vlaams Parlement worden verkozen’, in de artikelen 7, § 1, vierde lid, 7bis, § 3, derde lid, 22, derde lid, en 48/2 van de wet van 6 juli 1990 ‘tot regeling van de wijze waarop het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap wordt verkozen’ en in de artikelen 2, zevende lid, 3, § 3, derde lid, 14, derde lid, en 26/1 van de gewone wet van 16 juli 1993 ‘tot vervollediging van de federale staatsstructuur’.

Artikelen 12, 52 en 95

Bij artikel 12, 5°, wordt in artikel 11, § 1, vijfde lid, van de wet van 12 januari 1989 de volgende tekst ingevoegd:

“De akte van bewilliging van de kandidaatstelling kan gezamenlijk voor alle kandidaten van éénzelfde lijst opgemaakt worden of individueel voor één of meerdere kandidaten van éénzelfde lijst in voorkomend geval. De gegevens van de kandidaten die hun kandidaatstelling aanvaarden, mogen doorgestuurd worden in toepassing van artikel 20ter van deze wet. De namen en voornamen zoals vermeld op het stembiljet, en de kandidatenlijst waarop deze kandidaten voorkomen, zullen bewaard worden en onbeperkt toegankelijk zijn in de vorm van een openbaar archief.”

Zijnerzijds voegt artikel 52, 9°, in artikel 22, 9°, van de wet van 6 juli 1990 de volgende tekst in:

“Eens de voordrachtsakte aan de voorzitter van het kieskringhoofdbureau overhandigd is, kan de bewilligende kandidaat zijn kandidaatstelling niet meer op geldige wijze intrekken, tenzij met de instemming van de ondertekenaars van de akte en van al zijn medekandidaten. De gegevens van de kandidaten die hun kandidaatstelling aanvaarden, mogen doorgestuurd worden in toepassing van artikel 48/2 van deze wet. De namen en voornamen zoals vermeld op het stembiljet, en de kandidatenlijst waarop deze kandidaten voorkomen, zullen bewaard worden en onbeperkt toegankelijk zijn in de vorm van een openbaar archief.”

Bij artikel 95, 5°, ten slotte, wordt in artikel 14, vijfde lid, van de gewone wet van 16 juli 1993 de volgende tekst ingevoegd:

“De akte van bewilliging van de kandidaatstelling kan gezamenlijk voor alle kandidaten van éénzelfde lijst opgemaakt worden of individueel voor één of meerdere kandidaten van éénzelfde lijst in voorkomend geval. De gegevens van de kandidaten die hun kandidaatstelling aanvaarden, mogen doorgestuurd worden in toepassing van artikel 26/1 van deze wet. De namen en voornamen zoals vermeld op het stembiljet, en de kandidatenlijst waarop deze kandidaten voorkomen, zullen bewaard worden en onbeperkt toegankelijk zijn in de vorm van een openbaar archief.”

De Gegevensbeschermingsautoriteit heeft enig voorbehoud geformuleerd met betrekking tot soortgelijke wijzigingen die worden aangebracht in het Kieswetboek en in de wet van 23 maart 1989 ‘betreffende de verkiezing van het Europese Parlement’.¹ Die opmerkingen gelden *mutatis mutandis* voor de ontworpen wijzigingen.

Ten eerste is een dergelijke bewaring in de vorm van een openbaar archief niet in overeenstemming met de vereisten inzake voorzienbaarheid, aangezien de wijziging die de drie bepalingen aanbrengen, niet voldoende preciseert met welk concreet doel die gegevens toegankelijk zullen worden gemaakt. De bepalingen vermelden evenmin welke administratie ermee belast is die gegevens te bewaren en aan derden over te zenden.

Ten tweede maken de voorliggende bepalingen in het geheel geen melding van de “archiefwet” van 24 juni 1955 noch van de uitvoeringsbesluiten betreffende die wet. In zoverre die bepalingen geen andersluidende precisering bevatten, is die wetgeving van rechtswege toepasselijk op het betreffende archief; dat zou in de bespreking van de artikelen moeten worden bevestigd. Ingeval die wetgeving *in casu* niet toepasselijk zou zijn, moet men dat in het dispositief vermelden, en moet men, overeenkomstig het legaliteitsbeginsel dat uit artikel 22 van de Grondwet voortvloeit,² duidelijk omschrijven onder welke voorwaarden die gegevens later toegankelijk kunnen zijn.

Hoe dan ook, in de Franse tekst van het ontworpen artikel 115^{ter}, zevende lid, *in fine*, van het Kieswetboek en van het ontworpen artikel 21, § 2, veertiende lid, van de wet van 23 maart 1989 moet, indien dat strookt met de bedoeling van de steller van het voorontwerp nadat hij het heeft herzien in het licht van deze opmerking, het woord “indéfinie” worden vervangen door het woord “illimitée”, zodat het ook overeenstemt met de Nederlandse tekst van die bepalingen.

Artikel 34

Artikel 34 wijzigt de datum waarop aan de nationaliteitsvoorwaarde moet zijn voldaan opdat een kandidaat kan worden verkozen.

¹ Nummers 77 tot 84 van advies nr. 209/2022 van 9 september 2022, waarnaar wordt verwezen in advies nr. 210/2022 van 9 september 2022.

² Krachtens artikel 22 van de Grondwet geldt immers voor elke verwerking van persoonsgegevens en, meer in het algemeen, voor elke schending van het recht op het privéleven, dat het beginsel van een uitdrukkelijke wettelijke regeling in acht dient te worden genomen. Doordat artikel 22 van de Grondwet aan de bevoegde wetgever de bevoegdheid voorbehoudt om vast te stellen in welke gevallen en onder welke voorwaarden afbreuk kan worden gedaan aan het recht op eerbiediging van het privéleven, waarborgt het aan elke burger dat geen enkele inmenging in dat recht kan plaatsvinden dan krachtens regels die zijn aangenomen door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering. Een delegatie aan een andere macht is evenwel niet in strijd met het wettelijkheidsbeginsel voor zover de machtiging voldoende nauwkeurig is omschreven en betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de “essentiële elementen” voorafgaandelijk door de wetgever vastgesteld zijn (zie onder meer GwH 18 maart 2010, nr. 29/2010, B.16.1; 20 februari 2020, nr. 27/2020, B.17).

Door niet langer te bepalen dat uiterlijk op de dag van de verkiezingen, maar wel uiterlijk bij de indiening van de voordrachtsakten, aan die voorwaarde moet zijn voldaan, ontnemt de bepaling aan een burger die Belg is geworden tussen de dag van de indiening van de voordrachtsakten en de dag van de verkiezingen, dus de mogelijkheid om zijn politiek recht om zich kandidaat te stellen, uit te oefenen. Aldus zou de wetgever de nadere regels wijzigen volgens welke toepassing wordt gemaakt van de voorwaarde die verband houdt met de Belgische nationaliteit die voortvloeit uit artikel 8, tweede lid, van de Grondwet voor de uitoefening van dat politiek recht. In de bespreking van de artikelen wordt voorts verwezen naar het feit dat niet-Belgische kandidaten zich bij de regionale verkiezingen van 2019 kandidaat hadden gesteld. Aldus wordt de wijziging in die bespreking gerechtvaardigd door te wijzen op de risico's op ontsporingen dat tot op heden bestaan. Zo bijvoorbeeld wordt in die bespreking het geval vermeld waarin de kandidatuur van een zeer bekende niet-Belgische burger onrechtstreeks zou bijdragen tot de zichtbaarheid en de verkiezingsscore van de lijst van zijn partij, terwijl de niet-Belgische kandidaat na de verkiezing geweerd zou worden.

In de toelichting wordt echter uitdrukkelijk erkend dat bij de regionale verkiezingen van 2019 alle kandidaten wel degelijk de Belgische nationaliteit vóór de verkiezingen hadden verkregen en wordt opgemerkt dat de procedure voor het onderzoek van de geloofsbrieven het juist mogelijk maakt de kandidaten die op de dag van de verkiezing niet zouden beschikken over de Belgische nationaliteit, te weren.

Met betrekking tot de noodzaak en de evenredigheid van de ontworpen bepalingen, staat het aan de steller van het voorontwerp om, in het licht van het grondwettelijk beginsel van gelijkheid en non-discriminatie, na te gaan of er geen andere regels bestaan die minder afbreuk doen aan de uitoefening van de politieke rechten door diegenen die op de dag van de verkiezing, maar niet bij de afgifte van de akten van voordracht, over “de staat van Belg” zouden beschikken, en die genomen zouden kunnen worden om rekening te houden met het mogelijke risico dat kandidaten zich kandidaat stellen in de wetenschap dat ze op de dag van de verkiezing niet aan de nationaliteitsvoorwaarde zullen voldoen.

Artikel 40

Gelet op artikel 2, 3°, van het gemeentedecreet van de Duitstalige Gemeenschap van 23 april 2018, dienen de woorden “College van burgemeester en schepenen” telkens te worden vervangen door het woord “gemeentecollege”.

Artikel 42

1. In de Franse tekst dienen de woorden “fait parvenir” te worden vervangen door de woorden “fait parvenir contre récépissé”.
2. Om de reden die uiteengezet is in de opmerking met betrekking tot artikel 40, dienen in de Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 13, § 2, de woorden “Het College van burgemeester en schepenen” vervangen te worden door de woorden “het gemeentecollege”.

Artikel 45

1. Het ontworpen artikel 14, § 1, vierde lid, bepaalt het volgende:

“Opdat de betrokken overheden de in § 7, eerste lid, 1°, bedoelde lijsten zouden kunnen samenstellen, sturen de in het derde lid, 1° tot 9°, bedoelde personen of hun werkgevers hun naam, voornamen, identificatienummer bedoeld in artikel 2, tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, adres en beroep door naar de gemeentebesturen waar deze personen hun hoofdverblijfplaats gevestigd hebben. De gemeentebesturen registreren deze gegevens in de bevolkingsregisters zolang de betrokkene het desbetreffende beroep blijft uitoefenen.”

In het vijfde lid van die bepaling wordt voorts het volgende bepaald:

“De Koning bepaalt de modaliteiten volgens welke de in het vorige lid bedoelde gegevens elektronisch uitgewisseld worden tussen deze personen of hun werkgevers en de gemeentebesturen waar deze personen hun hoofdverblijfplaats gevestigd hebben.”

Die beide leden bevatten aldus twee regelingen voor het verzamelen van persoonsgegevens. Enerzijds verplicht de ontworpen bepaling de personen bedoeld in het ontworpen artikel 14, § 1, derde lid, 1° tot 9°, hun gegevens en beroep mee te delen aan de gemeentelijke overheid, zodat lijsten met mogelijke bijzitters kunnen worden opgesteld. Dat is dus een regeling voor het rechtstreeks verzamelen van informatie over de betrokkenen, die dus elk verplicht zouden zijn met het gemeentebestuur in contact te treden. Anderzijds handhaaft de bepaling een regeling voor het onrechtstreeks verzamelen van beroepsgegevens betreffende de personen bedoeld in het derde lid, 1° tot 9°, via hun werkgevers. Uit de toelichtingen die de gemachtigde van de minister aan de Gegevensbeschermingsautoriteit heeft gegeven, blijkt dat de steller van het voorontwerp duidelijk voorrang wil blijven geven aan die tweede regeling, door een beroep te doen op de werkgevers alsook op andere beroepsstructuren, in voorkomend geval op deontologische instanties.³

Krachtens artikel 22 van de Grondwet geldt voor elke verwerking van persoonsgegevens en, meer in het algemeen, voor elke schending van het recht op eerbiediging van het privéleven, dat het beginsel van een uitdrukkelijke wettelijke regeling in acht dient te worden genomen. Doordat artikel 22 van de Grondwet aan de bevoegde wetgever de bevoegdheid voorbehoudt om vast te stellen in welke gevallen en onder welke voorwaarden afbreuk kan worden gedaan aan het recht op eerbiediging van het privéleven, waarborgt het aan elke burger dat geen enkele inmenging in dat recht kan plaatsvinden dan krachtens regels die zijn aangenomen door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering. Een delegatie aan een andere macht is evenwel niet in strijd met het wettelijkheidsbeginsel voor zover de machtiging voldoende nauwkeurig is omschreven en betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de “essentiële elementen” voorafgaandelijk door de wetgever vastgesteld zijn.⁴

³ Zie de overwegingen 57 tot 63 van advies nr. 209/2022 van 9 september 2022, waarnaar wordt verwezen in advies nr. 210/2022 van 9 september 2022.

⁴ Zie onder meer GwH 18 maart 2010, nr. 29/2010, B.16.1; GwH 20 februari 2020, nr. 27/2020, B.17.

Beide leden dienen dus te worden geherformuleerd zodat wordt afgezien van de rechtstreekse gegevensverzameling, die niet strookt met de bedoelingen van de steller van het voorontwerp, en zodat de tekst op zijn minst de essentiële elementen bevat van de regeling voor het verzamelen van de relevante gegevens. Dat laatste impliceert dat de personen die de verplichting moeten nakomen die wordt opgelegd in het kader van de onrechtstreekse gegevensverzameling, duidelijker worden omschreven en aangeduid. Als de machtiging aan de Koning wordt gehandhaafd, kan ze dan nog enkel slaan op de uitvoering van die regels, die de wetgever heeft vastgesteld.

2. Gelet op artikel 2, 3°, van het gemeentedecreet van de Duitstalige Gemeenschap van 23 april 2018 dienen de woorden “het College van burgemeester en schepenen of” te worden geschrapt in de bepaling onder 5°.

3. Artikel 45, 4°, schrapt in artikel 14 van de wet van 6 juli 1990 ‘tot regeling van de wijze waarop het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap wordt verkozen’ de voorwaarde dat de bijzitters en de plaatsvervangende bijzitters die door de voorzitter van het kieskringhoofdbureau of van het kantonhoofdbureau worden aangewezen om deel uit te maken van een stembureau, moeten kunnen lezen en schrijven.

In de bespreking van het artikel wordt die schrapping als volgt verantwoord:

“De verwijzing naar de lees- en schrijfvaardigheid wordt geschrapt, omdat dergelijke voorwaarde vooraf zeer moeilijk gecontroleerd kan worden.”

Die verantwoording lijkt niet afdoend. De voorwaarde dat men kan lezen en schrijven lijkt namelijk *an sich* verantwoord voor de uitoefening van de openbare functie van bijzitter van een stembureau.

Voorts zou het schrappen van dat vereiste in paragraaf 4 ook tot gevolg hebben dat het wordt geschrapt voor de toepassing van paragraaf 5, tweede lid, van artikel 14, dat het, onder verwijzing naar die paragraaf 4, mogelijk maakt dat de voorzitter van het stembureau of van het telbureau het aantal bijzitters van die bureaus aanvult ingeval onvoldoende bijzitters aanvaarden er deel van uit te maken.

Artikel 45, 4°, moet dienovereenkomstig worden herzien.

4. In de ontworpen paragraaf 7, eerste lid, 2°, tweede zin (artikel 45, 5°, van het voorontwerp) dienen de woorden “in het voorgaande lid” te worden vervangen door de woorden “in de bepaling onder 1°”.

In de ontworpen paragraaf 7, tweede lid, moeten de woorden “in de vorige leden” worden vervangen door de woorden “in het eerste lid”.

Artikel 72

In de Franse tekst van de ontworpen zin van artikel 45, § 3, eerste lid, van de wet van 6 juli 1990 (artikel 72, 2°, van het voorontwerp) dienen de woorden “qu’il ait obtenu ou non la moindre voix” te worden vervangen door de woorden “qu’il ait obtenu ou non des voix”.

Artikel 89

In het ontworpen artikel 7ter, eerste lid, van de gewone wet van 16 juli 1993 dienen na de woorden “Het [c]ollege van burgemeester en schepenen” de woorden “of het gemeentecollege” te worden ingevoegd, en dienen na de woorden “aan het [c]ollege van burgemeester en schepenen” de woorden “of aan het gemeentecollege” te worden ingevoegd.

Artikel 102

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 23, § 3, eerste lid, tweede zin, van de wet van 16 juli 1993 (artikel 102, 4°, van het voorontwerp) dienen de woorden “si il” te worden vervangen door de woorden “s’il”.

Artikelen 118 en 119

1. De artikelen 118 en 119 bepalen dat sommige ontworpen bepalingen in werking zullen treden op 1 oktober 2023 of op 1 januari 2024, tenzij de Koning beslist om een eerdere datum van inwerkingtreding vast te stellen, zonder dat de memorie van toelichting daarover enige uitleg verschaft.

Op dit punt wordt verwezen naar de opmerking die over de vergelijkbare artikelen 129 en 130 van het voorontwerp van wet ‘houdende diverse wijzigingen inzake verkiezingen (I)’ wordt gemaakt in advies 72.196/2 dat vandaag over dat voorontwerp gegeven is.

2. In de Nederlandse tekst zijn de artikelen 118 en 119 verkeerd genummerd en die nummering moet dan ook worden herzien.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT